



PROCOPIL

LE BULLETIN INFOS

FEVRIER / MARS 2010

FRANCE

Pôle de formation régional

Les équipes de formation du pôle de formation régional, qui est en construction, se sont réunies successivement en France au cours des mois de Janvier, Février, Mars afin d'identifier le public cible, les objectifs, les équipes de formateurs, le déroulement et les contenus des formations à dérouler sur la période 2010 / 2011.

« Éducation parentale »

Comme décrit dans notre précédent bulletin électronique, l'équipe de formation ressource sur la thématique « éducation parentale » s'est réunie les 20, 21 et 22 Janvier dernier à l'École des Parents de Metz. Le module de formation élaboré porte sur la prévention des risques rencontrés par les enfants dont les parents sont partis travailler à l'étranger. (cf. bulletin électronique Déc. 2009 / Janv. 2010).

« Handicap »

Les 17, 18 et 19 février, le groupe de professionnels ressource dans le développement du pôle de formation régional, sur la thématique « Handicap » s'est réuni dans les locaux de la fédération APAJH afin d'élaborer un module de formation régional sur le plan de formation, outil de management pour les directeurs d'établissement sociaux et médico-sociaux.

Les participants à ce groupe de travail étaient les suivants : Pour la **Roumanie** : Elena Tudorache (Fondation UCOS) ; Elena Dobrovolshi (Fondation UCOS) ; Andrea Shuster (Fondation UCOS) ; Pour la **Bulgarie** : Kaloyan Damianov (Centre de ressource pour soutenir l'éducation intégrée) ; Rumiana Kraveva (Société pour tous) ; Rayna Hadjiiska (Ecole maternelle) ; Maria Guineva (Avenir pour les enfants handicapés) ; Pour la **Rép. de Moldavie** : Viorica Cojocar (Centre de jour pour l'espoir) ; Victoria Secu (Association pour la protection de la femme et de l'enfant) ; Pour la **France** : Jean Jacques Darmengeat (APAJH) ; Michèle Boutron d'Heilly (APAJH) ; Sylvie Flogny (APAJH), Anne Bourgognon (Solidarité Laïque).

« Animation socio-éducative »

Les 23, 24 et 25 février, l'équipe de formation ressource sur la thématique « animation socio-éducative » s'est réunie au siège des Francas à Nantes. Les objectifs étaient d'une part d'élaborer un module de formation régional de formation de formateur sur le métier d'animateur socio-éducatif et d'autre part de réfléchir aux activités à développer pour permettre la diffusion de la reconnaissance de ce métier.

Les participants à ce groupe de travail étaient les suivants : Pour la **Roumanie** : Cara Doru Pavel (Fondation Conexiuni) ; Leucean Daniela (Fondation Conexiuni) ; Pour la **Bulgarie** : Nadia Stoykova (SAPI) ; Boryana Shishkova (SAPI) ; Pour la **Rép. de Moldavie** : Tatiana Lungu (Association les amis des enfants) ; Viorica Postolaki (Every Child Moldova) ; Pour la **France** : Michel Jorand (FRANCAS) ; Virgini Renou (FRANCAS) ; Nathalie Guegnard (CEMEA) ; Geneviève Garros (Quimper Santa Maria Pays de Hateg), Anne Bourgognon (Solidarité Laïque).

« Insertion des jeunes »

Les 24, 25 et 26 février, le groupe de travail formation référent sur la thématique « insertion des jeunes » s'est réuni au siège de Cap Emploi Essonne (Entraide Universitaire) à Massy afin de construire un module de formation sur le métier de conseiller en insertion socio-professionnelle.

Les participants à ce groupe de travail étaient les suivants : *Pour la Roumanie* : Calin Pop (FDP) ; Liliana Scarlet (FDP) ; *Pour la Bulgarie* : Georgi Apostolov (recherches appliquées et communautaires) ; Maria Brestnichka ; *Pour la Rép. de Moldavie* : Stela Vasluian (association les amis des enfants) ; Viorica Postolaki (Every Child Moldova) ; *Pour la France* : Sabine Genêt et son équipe (Cap emploi / Entraide Universitaire) ; Jean Duboué (Entraide Universitaire) ; Béatrice Houtarde (Entraide Universitaire) ; Anne Bourgognon (Solidarité Laïque).

« Prévention des maltraitances »

Les 2 et 3 Mars, les référents formation sur la thématique « prévention des maltraitances » se sont réunis dans les locaux du Centre St Honoré, afin de travailler d'une part à l'élaboration d'un module régional de formation sur les techniques de supervision et l'analyse de pratiques et d'autre part à la définition d'activités de sensibilisation et de communication autour



l'intérêt de l'analyse de pratiques supervision et autour de la reconnaissance du métier d'éducateur spécialisé.

Les participants à ce groupe de travail étaient les suivants : *Pour la Roumanie* : Gabriela Sard (FICF) ; Cornel Irimia (FICF) ; Tatiana Martis (FICF) ; *Pour la Bulgarie* : Yana Alexieva (Roditelli) ; Gergana Georgieva (Association Samaritani) ; *Pour la Rép. de Moldavie* : Daniela Popescu (Centre National de Prévention de l'abus et des maltraitances) ; Liliana Rotaru (Association pour l'enfant et la communauté) ; *Pour la France* : Gilles Cervera (PEP) ; Claudine Bouleau (Centre Saint Honoré) ; Marie Odile Vilars (Centre Saint Honoré) ; Nathalie Guillaume (Centre Saint Honoré) ; Anne Bourgognon (Solidarité Laïque).

Visite d'observation Institut Méditerranéen de formation - IMF

Les 9 et 10 Mars 2010, Yvette Kancheva (RNE), Mariana Ianachevici (APSCF), Anne Bourgognon (Solidarité Laïque) et Marie Lалуque (Solidarité Laïque) se sont rendues à Marseille afin de réaliser une mission d'observation de l'Institut méditerranéen de formation (IMF).

Cet Institut développe depuis 1990 des activités dans le cadre des formations continues, formations initiales (Assistant social / Educateur spécialisé / Moniteur éducateur....) et des échanges internationaux. C'est un établissement agréé, financé par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et qui travaille en collaboration avec l'Université. Le programme PROCOPIL étant en train de construire un pôle de formation régional, il a semblé intéressant de visiter cette structure afin de bien comprendre leur organisation et leur fonctionnement.

Des temps de présentations et d'échanges ont été organisés par Muriel Lion (Responsable de Centre d'activités de l'IMF) avec une dizaine de professionnels de l'Institut, représentants des domaines suivants : l'Unité de formation de Marseille ; la filière sociale et mobilité internationale ; les actions de pré qualification ; le centre de ressource et de communication ; la Validation des Acquis de l'expérience (VAE) ; les actions de développement ; les dispositifs de formation CAFERUIS / DEIS ; la formation des apprentis.

Cette mission s'est terminée par un temps d'échange avec la directrice Générale de l'IMF et le Président de l'association, afin de faire le bilan des échanges et de réfléchir ensemble aux perspectives de partenariats.

Comité de Coordination français

Le Comité de coordination français du PROCOPIIL s'est tenu le 5 Mars 2010, au siège de l'UNSA.

Les objectifs de cette réunion étaient les suivants :

- Faire le bilan des actions réalisées en 2009 / 2010 dans le cadre de la phase 4 du programme PROCOPIIL ;
- Présenter les objectifs globaux de la phase Post-Procopil pour la période 1er Mars 2010 - 31 décembre 2011 ;

- Présenter le pôle de formation régional roumain, moldave, bulgare ;

- Faire le bilan du projet « renforcement institutionnel et action sociale » ;

- Faire le point sur les initiatives projets à développer à partir des initiatives des partenaires français du PROCOPIIL ;

- Présenter les axes de Communication et de capitalisation à développer.

Olivier Peyroux (Hors la rue) ; Jean Jacques Orfeuvre (CAMSP Puy en Velay - APAJH) ; Dominique Besnard (CEMEA) ; Béatrice Houtarde (Entraide Universitaire) ; Sabine Genêt (Cap emploi / Entraide Universitaire) ; Valérie Huguenin (AFD) ; Anne Claire Hoyaux (MAEE) ; Anne Bourgoignon et Marie Laluque (Solidarité Laïque) ont participé à ce Comité de Coordination.

Projet « renforcement institutionnel et action sociale »

Le 08 Mars 2010, s'est déroulé, dans les locaux de Cités Unies France, la deuxième réunion du groupe de suivi transnational du projet « renforcement institutionnel et action sociale ».

Les objectifs de cette rencontre étaient les suivants :

- Faire le bilan de la phase d'état des lieux qui s'est déroulée à travers le cycle de 6 séminaires entre octobre 2009 et février 2010
- Proposer un programme d'actions concret construit à partir des pistes d'actions identifiées au cours de la phase d'état des lieux du projet
- Construire une méthodologie commune de mise en œuvre du programme d'action (réflexion sur la coordination, la gouvernance, le financement du programme d'actions)

Un temps de restitution a été organisé à la fin de cette journée de travail auprès de Antoine Joly et Régis Koetschet, représentants du ministère français des Affaires étrangères et européennes (respectivement AECL et DPO).

Le compte rendu de cette réunion a été diffusé aux membres du groupe de suivi transnational de ce projet et est accessible en ligne sur le site de Solidarité Laïque : <http://www.solidarite-laique.asso.fr>

Les participants à cette deuxième rencontre du groupe de suivi transnational étaient les suivants : Magali Agosti, Véronique Da Silva (Pays de Savoie Solidaire) ; Philippe Ferrari (CG de Savoie) ; Roland Biache, Anne Bourgoignon, Marie Laluque, Sabine Didier (Solidarité Laïque) ; Antoine Joly (Ministère des Affaires étrangères et européennes - DAECL) ; Régis Koetschet, Anne-Claire Hoyaux (Ministère des Affaires étrangères et européennes - DPO) ; Marie-colette Lalire (Ambassade de France en Roumanie) ; Nicolas Wit (Cités Unies France (CUF) ; Aline Parent (CG du Nord) ; Guy Carrieu (Conseil général de la Marne) ; Eric Delgado, Julie Gares (CG de l'Aveyron) ; George Bogdanov, Yvette Kancheva (RNE) ; Rositza Dimitrova (Municipalité de Veliko Tarnovo) ; Elen Ivanova, Ginka Tchavdarova (Association Nationale des Municipalités de République de Bulgarie - ANMRB) ; Dimitria Tserova (Municipalité de Pazardjik) ; Maya Vasileva (Municipalité de Lovech) ; Velina Velinova (Municipalité de Varna) ; Mariana Ianachevici (APSCF) ; Ana Gobjilă (ONG Deschidere / APSCF) ; Stela Vasluian (ONG Amici dei Bambini / APSCF) ; Ion Neagu (Commune de Manta, Association des Maires Raion Cahul) ; Diana Nistorescu, Elisa Riano (FONPC) ; Anna Burtea (FONPC / Fondation Inima de Copil - Galati) ; Eugen Simion (DGASPC Neamt) ; Dumitra Badulescu (DGASPC Tulcea) ; Florian Pena (DGASPC Arges) ; Valentina Pocola (DGASPC Arad) ; Irina Rogojina (Union Nationale des Conseils de Judets de Roumanie - UNCJR).

Partenariat entre l'APSCF et la Commission parlementaire de la Protection sociale

Une réunion de travail a été organisée le 25 mars 2010 entre Mariana Ianachevici, présidente de l'APSCF, des membres de son conseil d'administration de l'APSCF et Mme Palihovici, présidente de la Commission parlementaire de la protection sociale.

Cette réunion a permis de stabiliser les stratégies de coopération entre ces deux structures. Ainsi il a été décidé que le conseil de coordination de l'APSCF devra être consulté au moins une fois tous les deux mois sur les questions liées à la protection de l'enfance. Au cours de la réunion, il a également été décidé d'inviter l'APSCF aux temps d'échanges qui concernent le projet de loi sur les services sociaux et le projet de loi sur le volontariat.

Auparavant l'APSCF avait déjà été consultée pour le projet de loi sur les adoptions, via deux de ces organisations membres : Save the Children et Amici dei Bambini.

Développement des capacités des membres de l'APSCF dans l'application et le suivi des Droits de l'enfant

Suite à la présentation du Rapport Alternatif sur les Droits de l'enfant en 2008, les ONG membres de l'APSCF ont exprimé leur volonté d'être formé pour pouvoir évaluer de manière qualitative les droits de l'enfant. Ce projet est donc né de l'initiative des ONG membres de l'APSCF. Dans ce contexte et afin d'impliquer le plus grand nombre d'ONG, en particulier celles de Transnistrie et de Gagaouzie, une proposition de projet a été élaborée et soumise à l'UNICEF, qui exprimé sa volonté de co-financer cette initiative. L'APSCF attend une réponse définitive.

Ce projet propose d'identifier des ONG « antennes régionales » de suivi des droits de l'enfant. Ainsi, une ONG superviserait le suivi des droits de l'enfant, assistée par deux autres ONG dites « ressources », dans chacune des 5 régions de République de Moldavie. Le suivi est conçu ici comme un processus participatif, de ce fait, le projet prévoit d'y impliquer des enfants.

La remise du premier Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la CDC est fixé à la fin de l'année 2011.

Projet "renforcement institutionnel et action sociale"

Suite aux échanges qui se sont déroulés lors du séminaire de Cahul, l'APSCF et l'Association des Maires de Cahul ont travaillé ensemble pour permettre la mise en place d'un projet d'accompagnement pour le développement institutionnel et organisationnel de l'association des Maires de Cahul.

Dans ce sens, un plan d'action concret a été élaboré sur une période de 3 mois, jusqu'à la fin du mois de mai 2010. Les points principaux de ce plan d'action sont les suivants :

- Élaborer un plan d'action stratégique pour l'année 2010 ;
- Équiper l'association des Maires en matériel informatique ;
- Créer un site Internet avec des forums ;
- Engager un salarié responsable du fonctionnement du secrétariat pour trois mois ;

Ce plan d'action pour trois mois a été présenté lors d'une table ronde intitulée « 2010 : Année de l'Assistance Sociale dans le raion de Cahul » qui s'est déroulée à Cahul le 26 février 2010. Plus de 20 maires et représentants d'autorités publiques du Raion de Cahul ont assisté à cette réunion . Le plan d'action stratégique pour 2010 a été présenté, mis en débat puis validé lors de cette rencontre. Il prévoit notamment de finaliser le processus de création de l'Association des Maires et de solliciter un appui technique auprès des membres de l'APSCF ; d'identifier les possibilités de formation à destination des élus locaux sur « la participation des bénéficiaires », « l'identification des besoins » et « l'élaboration de politiques sociales locales » ; d'organiser un programme d'échange d'expérience au niveau local (sur le Raion de Cahul), national et international ; d'identifier et de créer des partenariats stratégiques dans le domaine sociale avec les autorités locales de Bulgarie, Roumanie, et France.

Les résultats de cette table ronde ont été présentés à l'occasion de la 2ème réunion du groupe de suivi transnational qui s'est tenu à Paris le 8 Mars 2010.

Pour plus d'information sur l'Association des Maires de Cahul vous pouvez consulter leur site : <http://apcahul.wordpress.com>

Lancement des groupes de travail thématiques au sein du RNE

Lors de la dernière Assemblée générale du Réseau National pour l'Enfance (RNE), qui s'est déroulée à l'automne 2009, quatre groupes thématiques ont été créés. Ces groupes, constitués de représentants des organisations membres du réseau RNE, et répartis autour des quatre thématiques suivantes : **Famille, Éducation, Santé, Justice pour les enfants**, ont commencé à se réunir de façon régulière (c'est-à-dire deux fois par an). Leur première réunion a eu lieu les 2 et 3 février 2010, la seconde se déroulera pendant l'Assemblée Générale du RNE, les 17 et 18 juin 2010.

Les objectifs de ces groupes sont les suivants :

- Proposer un espace de discussion permettant le débat autour du positionnements du réseau sur les différentes problématiques abordées
- Échanger sur les problèmes rencontrés et proposer des solutions
- Élaborer des déclarations communes et des plans d'action pour chaque thématique.

Chaque groupe de travail thématique vote pour élire un président, qui est chargé d'organiser ces rencontres et de restituer les travaux des groupes de travail thématiques (réunions, rédaction des procès-verbaux). Les comptes rendus et les propositions



de ces groupes de travail sont ensuite diffusés aux membres du réseaux pour information et compléments.

Tous les groupes de travail sont guidés dans leurs travaux selon les principes suivants :

- Tous les membres du groupe de travail thématique ont la possibilité d'exprimer leur opinion et de participer aux échanges, tout en veillant à ce que les discussions se passent dans un esprit de coopération et de respect des objectifs du RNE.
- Chaque groupe de travail thématique partage les informations et coordonne son travail avec les autres groupes de travail thématiques.

Non à la participation d'enfants dans l'émission « Big Brother Family »

Au mois de février, à l'initiative du RNE, 130 organisations non gouvernementales de tout le pays se sont mobilisées contre l'implication d'enfants dans la nouvelle édition de l'émission de télévision Big Brother Family.

Le RNE a créé une adresse Internet (<http://bigbrother.nmd.bg>), afin de présenter le point de vue commun de ces organisations et des spécialistes qui travaillent chaque jour pour les enfants et familles bulgares. Le message commun de ces acteurs est le suivant : la participation d'enfants dans un reality-show pour adultes représente un risque extrêmement grave du point de vue de leur santé et leur développement physique, mental et social.

Le 16 février 2010, 11 conférences de presse se sont déroulées simultanément dans 11 villes bulgares. En présence des membres du RNE, des experts des droits des enfants et des psychologues ont expliqué les aspects négatifs auxquels risquent d'être exposés les enfants qui participeront à cette émission. Le RNE a ensuite contacté les producteurs de l'émission et sollicité plusieurs institutions de l'État : le **Conseil des médias électroniques, l'Agence gouvernementale pour la protection de l'enfance et le Parlement**.

Trois réunions ont été organisées au sein de la Commission parlementaire pour la société civile et pour les médias afin d'étudier ce problème et ont conduit à des résultats intéressants :

- l'Agence gouvernementale pour la protection de l'enfance a déclaré qu'il était nécessaire que les producteurs respectent les droits fondamentaux de l'enfant et de la famille.
- Le Conseil des médias électroniques a, pour sa part, sanctionné la chaîne Nova Televizia qui émet le reality-show, pour diffusion d'auto publicité avec des adolescents.

Finalement, de jeunes enfants sont entrés dans cette émission, mais sous la surveillance accrue des pouvoirs publiques et après que leurs parents aient été bien informés sur les risques encourus par leurs enfants. Des partis parlementaires envisagent même aujourd'hui une nouvelle loi visant à interdire la participation d'enfants dans ce type d'émissions pour adultes.

Projet « Renforcement Institutionnel et Action sociale »

Les 8 et 9 Février 2010, s'est déroulé, à Piatra Neamt (Judet de Neamt) le 6^{ème} séminaire du cycle de séminaires s'inscrivant dans le cadre du projet « Renforcement institutionnel et Action sociale ». Cet événement, organisé par le Conseil Général du Judet de Neamt, a rassemblé une soixantaine de personnes, représentants des organisations suivantes : pour la **Bulgarie**, l'Association Nationale des municipalités de Bulgarie (ANMRB) ; la Direction Action Sociale et Santé de Veliko Tarnovo et de Varna ; pour la **R. de Moldavie**, l'association des Maires du Raion de Cahul ; la Mairie de Colibasi ; l'association Amici dei Bambini et l'ONG Deschidere ; pour la **Roumanie**, l'Agence Nationale pour la Protection de la Famille et de l'Enfant (ANPFDC) ; l'Union Nationale des Judets de Roumanie (UNCJR) ; les Directions Générales d'Action Sociale et de Protection de l'Enfance (DGASPC) des judets de Tulcea, Arges, Arad, Gorj, Suceava, Neamt, Constanta, Vaslui, Bacau ; les Mairies de Targu Neamt, Alexandru Cel Bun, Piatra Neamt, Bicaz ; l'inspectorat de police et la direction de santé publique de Neamt, l'inspectorat scolaire de Neamt et Satu Mare ; la Fondation RCE, Motivation, Salvati Copii, Luceafarul, Inteco ; pour la **France**, l'Ambassade de France ; Cites Unies France (CUF) ; le Conseil général de la Marne ; l'association Hors la rue, Pays de Savoie Solidaire, le CAMSP du Puy en Velay, et les réseaux d'ONG coordonnateur du PROCOPIL : RNE, APSCF, FONPC et Solidarité Laïque.



Le groupe « fil rouge » de ce séminaire, représentants du groupe de suivi transnational du projet était composé des personnes suivantes : Marie Lалуque, Anne Bourgonon (Solidarité Laïque) ; Véronique Da Silva (Pays de Savoie Solidaire) ; Fabiola Rivas (Cités Unies France) ; Mr Guy Carrioux (CG Marne) ; Marie Colette Lalire (Ambassade de France) ; Mr Gheorghe Vasilachi (Raion de Cahul) ; Ion Dolganiuc (Maire de Colibasi, représentant de l'association des maires de Cahul) ; Ana Gobjila (Ass. Deschidere / APSCF) ; Stela Vasluian (ass. Amici dei Bambini / APSCF) ; Diana Nistorescu (Fédération des ONG roumaines pour la Protection de l'Enfance - FONPC) ; Yvette Kancheva (Réseau National bulgare pour l'Enfance - RNE), Rositza Dimitrova (ANMRB) ; Miroslav Mihov (Municipalité de Varna) ; Dan Marian Lospa (Judet de Neamt) ; Dumitra Badulescu (Judet de Tulcea) ; Florian Pena (Judet d'Arges) ; Elisa Riano (FONPC).

Comme pour les séminaires précédents, le premier temps a été consacré à la présentation des politiques d'action sociale en Roumanie, France, République de Moldavie et Bulgarie, au niveau national et local, puis en alternance de sessions plénière et d'ateliers, les thématiques suivantes ont été débattues : l'animation territoriale, l'organisation et la participation des acteurs sur le territoire ; les méthodes d'analyse des besoins de la population concernant les services sociaux et la planification des services des collectivités locales.

Enfin, les associations de collectivités locales ont présenté leur programme d'accompagnement des collectivités locales. Les présentations, et les débats qui les ont suivi ont abouti à l'identification de bonnes pratiques et de points de dysfonctionnements qui ont permis d'alimenter le dernier temps du séminaire sur la construction du plan d'action à mener ensemble sur la période 2010-2011-2012.



Les participants ont ensuite été invités à visiter un centre de placement géré par la DGASPC de Neamt. Ce centre (Elena Doamna) accueille des enfants en situation d'abandon ou de risques.

Projet accompagnement à la naissance

Les résultats de l'enquête menée auprès d'un échantillon de 490 femmes venant tout juste d'accoucher ont été présentés lors d'une grande conférence nationale sur la question de l'accompagnement à la naissance, les 11 et 12 Mars à Bucarest.

L'étude en elle-même et les résultats obtenus sont une grande première en Roumanie. Ces derniers sont trop nombreux pour en faire un résumé significatif ici, néanmoins citons que 5% des femmes enceintes n'ont eu aucune consultation prénatale (sur le total des femmes enceintes en Roumanie cela reviendrait à environ 10.000 femmes par an) ; 37% des mères étaient seules dans la salle de travail, 24.80% étaient à deux et 18.80%, plusieurs ; et seulement 14% des 490 mères questionnées ont bénéficié d'un bon suivi pour elles et leur enfant. *

La conférence a rencontré un grand succès : plus de 150 professionnels, représentants des autorités et des médias y ont assisté et montré un vif intérêt pour le sujet et l'enquête.

La FONPC a, par la suite, été invitée par le secrétaire général du gouvernement à coordonner un groupe de travail pour l'amélioration de la législation dans ce domaine et des services d'accompagnement à la famille, à la mère, et à l'enfant .

**Pour plus d'information vous pouvez consulter le site de la FONPC <http://www.fonpc.ro>*

Projet pour l'accès des ONG aux fonds publics pour le financement de leurs services sociaux



Dans le cadre de ce projet financé par le Mécanisme Financier de l'Espace Économique Européen (EEE), la FONPC a organisé une grande conférence nationale sur le financement des services sociaux fournis par les ONG les 22 et 23 mars à Bucarest, ainsi qu'une formation pour le plaidoyer pour 15 personnes travaillant dans les associations membres de la Fédération, les 24,25 et 26 mars.

La Conférence a rassemblé 54 participants. Des représentants du Ministère du Travail, des autorités nationales de protection de l'enfant, de l'UNICEF, d'institutions locales et nationales et d'ONG nationales et internationales ont débattu sur cette problématique et élaboré des recommandations pour le gouvernement.

Réunion de coordination du PROCOPIL

Mariana Ianachevici (APSCF) ; Yvette Kancheva (RNE) ; Marie Lалуque, Anne Bourgognon (Solidarité Laïque) ; Diana Nistorescu, Daniela Gheorghe, Luminita Botea, Magda Bogdan, Elisa Riano (FONPC) se sont réunis le 11 février, dans les locaux de la FONPC, à Bucarest

afin de faire le point sur l'état d'avancement des différents projets du PROCOPIL (Projet renforcement institutionnel / pôle de formation régional) et préparer le Comité Régional du programme du 15 et 16 Mars 2010. Cette réunion avait également pour objectif d'échanger sur les perspectives d'avenir

(développement d'un projet Traite / Suivi des droits de l'enfant) et sur les activités transversales de communication (présentation du nouveau format du bulletin électronique), coordination, capitalisation et d'évaluation.

Evaluation Finale du PROCOPIL

Une mission d'évaluation complémentaire s'est déroulée en Roumanie du 8 au 12 février. Durant cette mission, l'évaluateur a réalisé des entretiens avec les personnes suivantes : Marie Collette Lalire (Attachée de coopération Droits de l'enfant – Ambassade de France en Roumanie) Voica Pop (UNICEF), Denisa Radu, Cristina Dinescu (anciennes coordonnatrices du PROCOPIL), Cristina Bucata, Daniela Gheorghe, Diana Nistorescu (FONPC), des bénéficiaires et la présidente de la Fondation Copiii Nostri, des bénéficiaires et le directeur exécutif de la FICF, Liliana Scarlat de la FDP, Florian Pena (DGASPC Arges) et Edita Luhasz (DGASPC Arad), Jean Jacques Orfeuvre (CAMPS Puy en Velay). Il a également participé au séminaire de Neamt.

Comité Régional du PROCOPIIL

Le Comité Régional du PROCOPIIL s'est déroulé à Bucarest les 15 et 16 mars 2010. Instance de pilotage du programme PROCOPIIL, cet événement transnational et pluri-acteurs a rassemblé les représentants des quatre réseaux coordonnateurs du programme (FONPC / RNE / APSCF / Solidarité Laïque), ainsi qu'une vingtaine de professionnels impliqués dans ce programme : des membres des 4 réseaux ; des représentants de l'Ambassade de France en Roumanie, Bulgarie et République de Moldavie ; du Ministère des Affaires étrangères et européenne (MAEE) français ; de l'Agence Nationale pour la Protection sociale de Bulgarie ; de l'Agence de Protection de l'enfance de Bulgarie ; du Ministère de l'Éducation de Bulgarie ; de l'AN-MRB de Bulgarie (Rositza Dimitrova) ; de la DGASPC du Judet de Arges (Florian Pena) ; de l'UNCJR de Roumanie ; de l'AMR de Roumanie ; de l'UNICEF Roumanie ; de l'Autorité Nationale pour la Protection de la Famille et de l'Enfance de Roumanie (ANPDFC) ; du Conseil National pour la protection des droits de l'enfant de République de Moldavie ; de l'Association des Maires du Raion de Cahul.

Cette réunion, qui s'est déroulée sur deux journées, avait pour objectifs de :

- Présenter les réalisations du PROCOPIIL depuis 2005 (Vision globale des réseaux d'association coordonnateurs du PROCOPIIL et des pouvoirs publics partenaires)
- Présenter les réalisations 2009 2010 du programme (projet renforcement institutionnel et action sociale / Pôle de formation régionale / Action transversales)
- Proposer les initiatives projet des réseaux coordonnateurs et des associations membres de ces réseaux qui pourraient être développées dans le cadre des suites du programmes.
- Élaborer le plan d'action 2010–2011 du PROCOPIIL

Fait nouveau cette année, les représentants des Ministères des Affaires étrangères de Roumanie et de Bulgarie ont participé à ce Comité régional afin de présenter les stratégies et politiques étrangères des pays impliqués dans le programme PROCOPIIL et d'échanger avec les autres participants sur les possibilités de projet à développer dans ce cadre.

AGENDA

AVRIL-MAI 2010

- 12 Avril 5ème Comité de Pilotage Évaluation Finale PROCOPIL
- 23 Avril Groupe de travail accompagnement a la naissance au secrétariat général du gouvernement / FONPC
- 26 et 27 Avril Deuxième conférence accompagnement a la naissance, Cluj-Napoca
- 13 et 14 Mai Deuxième conférence du projet "Promotion des services sociaux des ONG", "Insertion sociale des enfants marginalisés et/ou en risque d'exclusion sociale"/ Roumanie
- 14 Mai Assemblée Générale de la FONPC
- 17-21 Mai Échange de pratiques "organisation territoriale / délégation de services" organisé par le Conseil Général de Savoie
- 20-26 Avril Mission Dakar inter programme Solidarité Laïque = Annulée



CONTACTS PROCOPIL

Contact France: Solidarité Laïque / Marie Lалуque, mlaluque@solidarite-laique.asso.fr / 00.331.45.35.13.13

Contact Roumanie: FONPC / Diana Nistorescu / Cristina Bucata, procopil@fonpc.ro / Daniela Gheorghe, programe@fonpc.ro / Magda Bogdan, office@fonpc.ro / Luminita Botea, lumibotea@fonpc.ro / 00.40.21.326.84.58

Contact Bulgarie: RNE / Yvette Kancheva, yvette.kancheva@nmd.bg / Maria Brestnichka, maria.brestnichka@nmd.bg / 00.359.2.988.82.07

Contact République de Moldavie: APSCF / Mariana Ianachievi, office@aliantacf.md / Viorica Balan, viorica@aliantacf.md / 00.373.22.26.06.27

